

www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°175 du 17 au 23 Octobre 2019

PDCI

BÉDIÉ LANCE SA MACHINE

FONCTIONNAIRES

FAUT-IL REPENSER LE « SOCIAL » ?

AUTOMOBILE

TRACTAFRIC MOTORS FRACTIONNE SES ACTIONS



SAISON DES PLUIES

LE DIKTAT DES EAUX

GRATUIT
Ne peut être vendu

On croyait les drames et l'effreux spectacle des rues inondées loin derrière nous, après la fin de la grande saison des pluies. Mais, depuis début octobre, beaucoup d'Ivoiriens boivent la tasse à cause des inondations causées.



MTN StandardPro Gérez vos appels automatiquement

Serveur vocal interactif – Enregistrement des appels – Numéro virtuel

Vous souhaitez ne rater aucun appel ou opportunités d'affaires ? Plus besoin d'installations coûteuses ou d'acquies de nouveaux équipements informatiques. MTN StandardPro gère jusqu'à 30 appels entrants de manière simultanée, message d'accueil en plusieurs langues, transfert des appels, messagerie vocale, notification SMS et email, historique d'appels, personnalisation du menu de gestion des appels

selon le jour et l'heure, enregistrement des appels, et bien plus encore. Grâce à une application installée sur votre téléphone et votre ordinateur, votre numéro professionnel vous suit partout, en Côte d'Ivoire comme à l'étranger.

Contactez-nous dès à présent pour un essai gratuit (21 00 00 00 /standardpro.mtn.ci)



ÉDITO

Pragmatisme

Depuis le lundi 14 octobre s'est ouverte à Sofitel hôtel Ivoire la 8ème édition de la CGECI Academy, autour du thème « Environnement des affaires : Quel modèle à privilégier pour le développement des entreprises en Afrique ? ». Invité spécial, le Président rwandais Paul Kagamé, selon lequel les pays africains peuvent faire mieux pour financer l'innovation et l'amélioration du climat des affaires. La clé de ce changement serait, selon l'illustre hôte, de parvenir à un stade où nos pays assureraient eux-mêmes le financement de leur transformation. Ce n'est pas la mer à boire, mais encore faut-il que les États africains puissent dispenser des formations de qualité et surtout créer sur place un marché de consommateurs. Pour des Africains fanatiques du Made in Europe, en Chine ou aux USA, ce n'est pas demain la veille !

Loin pour nous d'être des afro-pessimistes. Mais pour arriver à inverser la tendance, il faut déjà commencer à consommer africain et à favoriser le climat des affaires sur le continent. Pour y parvenir, les patronats sont certes les mieux placés pour mobiliser les communautés d'entrepreneurs, partout en Afrique, aux fins d'impacter les réformes et l'amélioration du climat des affaires local, mais il faut aussi de la volonté politique. Si elle existe par endroits, elle reste faible dans la majeure partie du continent. Et, en dépit des performances significatives que connaît l'Afrique ces dernières années, nombreux sont les défis à relever. Il s'agit, entre autres, et on le sait, de la faible contribution (3%) au commerce global, de la valeur manufacturière mondiale (2%), de l'importance des conditions d'une longue stabilité politique et du besoin d'un usage accru des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Si tant est que c'est le secteur privé qui crée la richesse et est le moteur de la croissance économique, il faut lui permettre d'évoluer dans climat sain et apaisé.

LE CHIFFRE

90%

Le taux de contribution du secteur privé ivoirien aux ressources de l'État de Côte d'Ivoire.

ILS ONT DIT...

- « Il ne doit pas avoir d'opposition entre l'État et le secteur privé. C'est une équipe. Et il ne faut pas tacler l'État, l'État ne doit pas tacler le secteur privé. » Daniel **Kablan Duncan**, vice-président de la Côte d'Ivoire, le lundi 14.
- « Notre ambition pour notre pays est de réaliser un second miracle ivoirien qui conduira les générations futures aux cimes du monde. Et comme l'adage le dit, on peut peut-être y arriver en allant seul mais pour aller loin, il faut y aller ensemble. » **Patrick Achi**, secrétaire général de la présidence de Côte d'Ivoire, le mardi 15 octobre.
- « Il est impératif que la portée de la Cour pénal internationale soit universelle et que les pays restent attachés à leurs obligations en vertu du Statut de Rome et du travail de la CPI. » Le juge Chile **Eboe-Osuji**, Président de la Cour pénale internationale (CPI) le 15 octobre.

UN JOUR UNE DATE

20 OCTOBRE 2011 : Mort du capitaine Mouammar Kadhafi, autoproclamé colonel après le coup d'état du 1er Septembre 1969.



Kais Saied a été officiellement élu président de la Tunisie, le lundi 14 octobre avec 72,71% des voix lors de l'élection présidentielle.



Le patron du football Bulgare, **Borislav Mihaylov** a démissionné de son poste, mardi 15 octobre, suite aux cris de singe adressés par des supporters bulgares aux joueurs anglais noirs lors de Bulgarie-Angleterre.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Après le but de l'égalisation de Kaan Ayhan face aux Bleus, lundi 14 octobre au Stade de France, les joueurs turcs ont de nouveau fait le salut militaire. Un geste qui continue de faire couler encre et salive.

SAISON DES PLUIES : LES EAUX IMPOSENT LEUR DIKTAT

On croyait les drames et l'affreux spectacle des rues inondées loin derrière nous, après la fin de la grande saison des pluies. Mais, depuis début octobre, beaucoup d'Ivoiriens boivent la tasse à cause des inondations causées par les averses. Situation qui n'est pas sans conséquences sur la vie des populations et le calendrier des autorités. Les montées d'eau dans les villes d'Aboisso et d'Alépé (Sud - Est), ont fait au moins neuf morts et des dégâts matériels considérables.

RAPHAËL TANOH

« La petite saison des pluies ? Quelle petite saison des pluies ? Le nom sied mal à cette période, au vu des dégâts que nous constatons ». Cette remarque un brin ironique de l'adjoint au maire de Treichville, Jean-Roger Boto, chargé des questions environnementales, en dit long. Au moins 9 morts depuis vendredi dernier ! Les pluies qui se sont abattues sur une grande partie du pays sur la période du 11 au 13 octobre ont été à elles seules plus meurtrières que les averses que le pays a connues en mai et juin derniers, avec une demi-douzaine de morts. Le premier drame est survenu vendredi à Audouin Santé, dans la zone de la Baie des Milliardaires. Une mère de 30 ans, son époux et leur enfant ont été tués par la foudre. Peu après à Abobo, plus précisément dans le quartier de Boca-bo, le mur d'une maison située dans un bas-fond s'écroulera sur une jeune dame de 19 ans et son bébé de 2 ans, tués sur le coup. L'habitation se trouvait dans une zone à risques. « Cette petite saison des pluies pourrait être plus meurtrière que la grande saison passée. Nous renouvelons les conseils de prudence aux populations », prévenait alors le préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi Irié, qui sera ensuite au four et au moulin pour consoler les familles et sensibiliser. Aux 5 morts déjà dénombrés il faut ajouter la disparition d'une fillette de quatre ans, emportée ce même vendredi par les eaux au quartier Koko de Man. Alors qu'elle cherchait à s'abriter, l'enfant sera prise au piège du caniveau situé à proximité

du domicile familial. Sa mère ne parviendra pas à la sauver. Le courant étant très fort, elle sera elle-même emportée sur une longue distance. La dame aura la vie sauve grâce à l'intervention d'un jeune homme. D'après la mairie de Yopougon, la commune a enregistré 3 morts : 1 décès par noyade et 2 dans l'écroulement d'une clôture à Gesco - Manutention. Ce qui porte le nombre de décès à au moins 9.

Vendredi noir ri Outre ces victimes, on dénombre des dégâts matériels. Les rues sont inondées à Marcory, à Cocody, à Adjamé et à Abobo. Sur le plan psychologique, les populations d'Audouin Santé, où la foudre a tué trois personnes, ont voulu mener des représailles contre des individus accusés d'actes de sorcellerie. Une situation qui a amené le préfet d'Abidjan à intervenir : « la foudre est un phénomène naturel qui arrive souvent (...). Il ne s'agit donc pas de sorcellerie, comme des rumeurs commencent à l'évo-

« En prélude aux saisons des pluies, nous avons entrepris des travaux de curage de caniveaux qui aujourd'hui montrent malheureusement leurs limites. »

quer (...). Nous ne tolérerons donc pas d'intentions ou de faits de représailles de la part de qui que ce soit consécutivement à ce drame dans le village ». Le 12 octobre, une équipe du ministère de la Solidarité, de la cohésion sociale et de la lutte contre la pauvreté, conduite par son Directeur de cabinet, Abdoulaye Bamba, représentant la ministre Mariatou Koné, s'est rendue respective-



Malgré les dispositions prises, les eaux de pluies représentent toujours des dangers.

ment à Ayamé et à Grand Bassam pour manifester la compassion du gouvernement aux victimes des inondations et aux familles sinistrées. Car la pluie a laissé des malheureux après son passage. Habitations inondées, matériels emportés, etc. À Ayamé, par exemple, un jeune de 26 ans a été emporté par les

logique (SODEXAM). Rien que pour la journée de vendredi l'on a enregistré une pluviométrie de 60 mm à Yopougon, explique une source au sein de la structure. La même quantité d'eau a également été enregistrée à Songon. Or, à partir de 50 mm de précipitations, les conséquences peuvent être graves,

d'après notre interlocuteur, qui souligne que les pluies qui ont causé des dégâts ne sont pas nécessairement des orages, mais des averses ininterrompues. Et cette situation pourrait se répéter tout au long de ce mois d'octobre, prévient notre source.

Réponses timides La petite saison des pluies n'est pas une situation nouvelle. Elle arrive

Repères

Bilan après 2 jours de pluie : **9 morts.**

Pluviométrie : **60 mm** de pluie.

Ménages impactés : environ **500.**

chaque année. Cette année, il y a juste eu plus de précipitations dues au dérèglement climatique », conclut-elle. Mais il ne faut pas non plus exagérer. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le nombre de décès survenus pendant ces pluies a été amplifié par un malheureux concours de circonstances, d'après Salif Coulibaly, adjoint au maire de la commune d'Attécoubé, chargé des questions de salubrité. Ce qui est le plus en cause ici, c'est beaucoup plus

vons prendre les précautions qu'il faut. La seule chose que nous pouvons faire, c'est de chercher à préserver des vies. C'est cela notre raison d'être. S'il faut déguerpir, casser des maisons, pour protéger des vies, cela est notre devoir », a mis en garde le maire Gilbert Koné. Jean-Louis Moulot, le maire de Grand-Bassam, promet quant à lui des travaux d'assainissement pour réduire les problèmes d'inondation que connaît sa commune. « En prélude aux saisons des pluies, en avril dernier nous avons entrepris des travaux de curage de caniveaux et de drainage des eaux usées qui aujourd'hui montrent malheureusement leurs limites », regrette-t-il, promettant l'effectivité des travaux à l'embouchure de la Comoé pour réduire les désagréments. Presque toutes les mairies sont mobilisées pour la riposte après ces drames. Elles sont épaulées par l'Office national de la protection civile (ONPC), qui a vite fait d'activer son plan Organisation des secours (ORSEC). Le nouveau ministre de la Sécurité et de la protection civile, Vagondo Diomandé, n'a pas hésité à faire le tour des zones à risques pour appuyer les collectivités locales dans leur tâche de sensibilisation. « Aujourd'hui, le danger ne prévient pas. L'idéal serait d'avoir zéro personne dans les zones à risques. Sans cela, les actions resteront toujours limitées, car nous ne pouvons pas contrôler la nature », signale l'adjoint au maire de Treichville Jean-Roger Boto. Cela est-il possible ? « Non », pense Roger N'Dri N'Guessan, Président de l'Association intersyndicale des copropriétaires de Cocody. La solution, selon lui, c'est de parvenir à réduire le nombre de victimes ainsi que les dégâts matériels causés par les inondations. « Partout dans le monde, la pluie fait des victimes », souligne-t-il. Dire donc que la Côte d'Ivoire parviendra à zéro victime pendant les saisons des pluies, serait prétentieux, selon M. N'Guessan. ■

3 QUESTIONS À



N'GUESSAN N'DRI ROGER

Président de l'Association intersyndicale des copropriétaires de Cocody

1 Cocody connaît d'énormes problèmes d'assainissement pendant la saison des pluies, notamment dans la zone de la Riviera. Beaucoup pointent du doigt la responsabilité des populations

Effectivement, le volet assainissement est très souvent laissé pour compte par les propriétaires de maisons, que ce soit pour les projets immobiliers ou pour les constructions des particuliers. Ce n'est pas le souci premier des Ivoiriens au début. Ce n'est qu'après qu'ils s'en occupent.

2 Selon vous, pourquoi ce phénomène a-t-il pris de l'ampleur ?

Les autorités doivent être vigilantes. Il faut être là au début, dès le premier coup de pioche, pour prévenir le promoteur immobilier ou le particulier qui construit sa maison de la nécessité des voiries et réseaux divers (VRD). Pour qu'il se raccorde convenablement au réseau d'assainissement. Ce qu'il ne faut pas faire, par contre, c'est attendre que des branchements anarchiques soient effectués ou que les gens construisent sur les ouvrages d'assainissement communs. Nous voyons que ce ne sont que des désagréments que l'on vit dans les zones où cela s'est passé quand il pleut.

3 Comment expliquez-vous cette insouciance palpable des promoteurs immobiliers et des propriétaires vis-à-vis des VRD ?

C'est parce qu'ils n'en font pas un véritable problème au départ. Je pense qu'en leur donnant les permis de construire, le ministère doit pouvoir fixer les règles. De nombreuses personnes seront ainsi obligées de creuser des fosses septiques. ■

INONDATIONS : QUAND L'INCIVISME SAPE LES EFFORTS DE L'ÉTAT

L'une des difficultés majeures aujourd'hui dans la sensibilisation face aux inondations est l'incivisme des populations. Mais pas seulement. Les autorités administratives devraient aussi être plus regardantes.

RAPHAËL TANO



Des dispositions seront prises par les maires d'Abidjan pour plus de surveillance.

Il y a dans la situation actuelle que vivent les Ivoiriens un pan que l'on pourrait détacher de l'autre : l'occupation des zones à risques et les problèmes liés aux ouvrages d'assainissement. Tous ayant pour dénominateur commun les installations anarchiques. Entre déguerpissements et assainissement des communes, certains maires multiplient les actions. Parfois au grand désarroi de certaines populations. Les avertissements du

préfet d'Abidjan, Vincent Toh Bi, qui se résume en une phrase : « construisez, l'État va tout casser », ne semblent pas non plus inquiéter les propriétaires immobiliers et les locataires de maisons.

Faire avec ? Pour Roger N'Guessan N'Dri, Président de l'Association intersyndicale des copropriétaires de Cocody (AICC), on n'hésite pas, même dans cette commune huppée, à construire sur les canalisations

censées évacuer l'eau. Souvent, ce sont les murs des habitations qui obstruent carrément les ouvrages de drainage de l'eau. D'après lui, il faut ajouter à cela les raccordements anarchiques, qui endommagent les canaux d'évacuation d'eau. « Pour évacuer les eaux usées, de nombreuses personnes sont obligées de creuser des fosses septiques. Mais on ne peut le faire partout, avec la démographie galopante. Des promoteurs créent des systèmes de manière

à évacuer des eaux usées dans la broussaille aux alentours des résidences. Une situation qui crée le plus souvent des problèmes lorsque des constructions apparaissent à l'endroit où les eaux usées étaient anciennement déversées. En cas de pluie, l'eau remonte chez les habitants », explique-t-il. Dès le premier coup de pioche, à l'entendre, les autorités compétentes en la matière devraient faire le gendarme, afin d'amener les constructeurs à respecter les normes. « Il faut veiller à ce que les raccordements au système d'assainissement se fassent correctement et non dans l'anarchie. Il faut surtout sanctionner », prône-t-il. Mais ce n'est pas tout. Selon Salif Coulibaly, adjoint au maire d'Attecoubé, les caniveaux sont transformés en dépotoirs, avec des conséquences énormes. « L'incivisme est ce qui provoque les morts, en réalité. Lorsque des poubelles sont installées, on les vole. Nous avons dédommagé des familles pour qu'elles quittent les zones à risques, mais elles sont revenues après avoir dépensé l'argent », regrette l'élu. L'exemple de la commune de Koumassi devrait servir aux autres. Autrefois noyée sous les eaux à chaque pluie, Koumassi, sous la houlette du maire Ibrahim Cissé, « a vaincu les inondations », peut-on dire aujourd'hui. ■

LE DÉBAT

Doit-on chasser les populations des zones à risques en cette période ?



ALI DIOMANDÉ
TECHNICIEN MÉCANIQUE

Oui. Et c'est la chose raisonnable à faire. L'administration a cartographié les zones à risques. On sait dans quelles communes se trouvent tous ces endroits dangereux. Chaque fois qu'il y a des drames pendant la saison des pluies, ce sont toujours les pauvres qui meurent. Et souvent des enfants qui partent très tôt par la faute des parents. Chaque année, l'on répète les mêmes choses, mais ils sont toujours là. Certains prennent même l'argent et ne quittent pas les zones à risques. Il est temps de sanctionner en cassant ces maisons manu-militari et en donnant force à la loi afin de sauver des vies malgré elles.

← POUR

CONTRE →

JONAS DOUAMPIEU
ENSEIGNANT



Non, je crois que c'est impossible aujourd'hui de déguerpir tous les sites à risques à Abidjan. Il y a des années en arrière on pouvait le faire. Les gens se sont enracinés. Ils ne peuvent plus partir. Et puis, il y a la question des sites de recasement qui se pose. Il faut reloger correctement les gens qu'on chasse. Malheureusement, il n'y a plus d'espace à Abidjan. Et les sommes qu'on donne aux populations pour aller se réinstaller ailleurs ne peuvent pas payer une caution de loyer même dans la commune la moins chère. Je pense qu'il faut plutôt viabiliser les quartiers précaires afin que la vie y soit mieux organisée.

STL
Société de Transport Lagunaire

NOTRE 1^{ER} TRANSPORTEUR PRIVÉ
SUR LA LAGUNE ÉBRIÉ

À partir de **200 FCFA** pour tous

UNE FLOTTE DE 16 BÂTEAUX

WiFi GRATUIT

1^{er} transporteur privé sur la lagune Ebrié. STL Société de Transport Lagunaire est en service depuis Avril 2017. Dotée d'une flotte de 16 bateaux, STL prévoit d'ici 2020 avoir un réseau de 9 lignes et 45 bateaux. Actuellement, les lignes bleue et orange permettent de faciliter le transport quotidien des Abidjanais et ce, grâce aux 150 vaillants collaborateurs que compte STL.



Ligne bleue : Riviera M'Pouto - Plateau - Treichville*

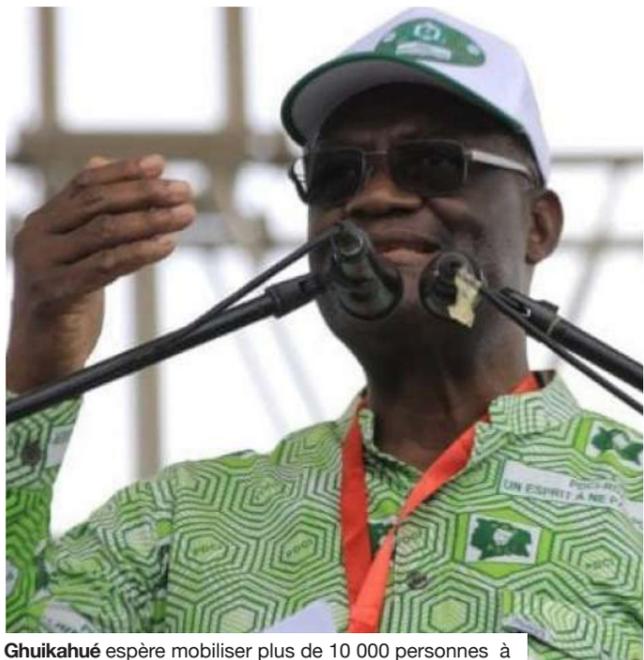
Ligne orange : Abobedjourné - Plateau - Treichville*

Vous êtes au Cœur de notre service

PDCI : BÉDIÉ LANCE SA MACHINE

À douze mois de l'élection présidentielle, le PDCI RDA a décidé de sonner la mobilisation de ses militants. Premier test le samedi 19 octobre dans la capitale politique, Yamoussoukro, où sont attendus des milliers de fidèles

ANGE STÉPHANIE DJANGONE



Ghuikahué espère mobiliser plus de 10 000 personnes à Yamoussoukro.

Plus de temps à perdre. Il faut sortir les muscles face à l'adversaire au pouvoir, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix

Yamoussoukro. L'enjeu est grand et ne se limite pas seulement à la mobilisation. Il s'agira pour le plus ancien parti politique de Côte d'Ivoire de battre le rappel de ses

« Le PDCI en a besoin dans les temps qui courent, où les cadres sont sous pression et dans le collimateur du RHDP. »

(RHDP), qui fait montre de plus en plus d'assurance. Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire a décidé d'appuyer sur l'accélérateur avec son meeting du samedi 19 octobre dans la capitale politique,

troupes mais surtout de savoir sur qui compter pour le rendez-vous d'octobre 2020.

Messages forts Réputée pour être un bastion naturel du Parti démocratique de Côte

d'Ivoire (PDCI), Yamoussoukro s'apprête à accueillir des milliers de militants et sympathisants de cette formation. Des piques à l'endroit du RHDP sont attendues. Mais pas question de parler du candidat du PDCI, même si les différents intervenants encenseront le Président du parti, Henri Konan Bédié. Ce dernier garde jalousement du recul afin de maintenir une certaine cohésion autour de lui. « Le PDCI en a besoin dans les temps qui courent, où les cadres sont sous pression et dans le collimateur du RHDP », explique un cadre du parti. Quoiqu'affaibli par le débauchage de nombreux cadres, élus et des militants, le PDCI est convaincu d'avoir conservé la crème, l'essentiel de ses partisans. Il ne manquera pas de faire des appels du pied au Front populaire ivoirien (FPI version Laurent Gbagbo) afin qu'il se joigne clairement à lui pour la bataille de 2020. Depuis la fin du premier meeting commun à Abidjan, chaque camp est quelque peu recroquevillé sur lui-même et ne souhaite pas servir de monture à l'autre. Encore qu'au sein de cette tendance du FPI, liée à l'agenda de la Cour pénale internationale (CPI), des courants se font de plus en plus indiscrets, mettant à mal son fonctionnement interne. Une situation qui interpelle Henri Konan Bédié, qui veut pouvoir compter sur une force « sûre, solide et déterminée » pour piocher au sein de l'alliance en cas de second tour en octobre 2020. ■

EN BREF

RHDP : FIN D'ANNÉE AU PAS DE COURSE

Après son séminaire les 10 et 11 octobre qui sonne comme le lancement de ces activités, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) a décidé d'occuper le terrain jusqu'en fin d'année pour une première phase. Ainsi le 2 novembre 2019, ce parti procédera au lancement de la plateforme « e-Militant » avant une rencontre, le 9 novembre 2019, entre le président du parti avec le conseil politique, le bureau politique, le conseil national et les élus. Le 16 novembre 2019, l'ensemble des coordonnateurs régionaux des quarante (40) Régions électorales se rencontreront autour d'une conférence régionale à Bouaké. Cours de cette conférence, chaque Coordonnateur présentera l'architecture de sa structure. Après un meeting des femmes prévu le 23 novembre 2019 au Parc des sports de Treichville, le RHDP clôturera l'année les 6 et 7 décembre 2019 avec un meeting à Yamoussoukro. ■



BERTIN KOUADIO KONAN

Retour au Bercaïl

ANGE-STÉPHANIE DJANGONÉ

L'ex président de la jeunesse du PDCI, Bertin Kouadio Konan (KKB) est de retour dans sa famille politique. Après quelques années de prise de distance, « le soldat » dit être venu se mettre à la disposition de son « général ».

Quand en 2015 le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) décide de soutenir le candidat Alassane Ouattara à la présidentielle de 2020, Bertin Kouadio Konan (KKB) refuse de suivre la ligne du parti. Il est inconcevable pour lui que le PDCI ne prenne pas part à une élection présidentielle. Taxé de soldat perdu, il jure garder son titre de militant de ce parti mais se présente sous la bannière de candidat indépendant.

Errance Tout en tournant dos à son parti, il multiplie les appels de pied en direction de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé encore en prison à la Haye. Il ne parvient pas à rallier ces derniers à sa cause. Député, il n'aura pas le parrainage de son parti pour le renouvellement de son mandat et perd son fauteuil parlementaire. Une douche froide qui l'éloigne des caméras. Jugé anti conformiste, KKB rame à contre-courant de tout et surtout contre le RHDP et se définit lui-même comme « un soldat intrépide. » Mais quand la rupture intervient entre le PDCI et le RHDP, en secret, il savoure sa joie d'avoir eu raison trop tôt.

Ambitions, S'il s'est retrouvé un costume d'homme de réconciliation, il en profite dans la foulée pour rencontrer le Président de la République et d'autres personnalités proche du RHDP. Cela suffit pour qu'au sein du PDCI, certains l'accusent d'avoir rejoint le RHDP. Sa visite chez Henri Konan Bédié en début de soirée du lundi 14 octobre surprend plus d'un et prend à contrepied ses adversaires internes. « Le soldat perdu que je suis pour les uns et intrépide pour d'autres, est venu se mettre à la disposition de son général Henri Konan Bédié. Le PDCI a décidé d'avoir un candidat pour l'élection de 2020, cela a toujours été mon combat » clame-t-il. Selon certains de ces proches, il n'a pas pour autant renoncer à briguer à la magistrature suprême. La convention du PDCI « c'est pour bientôt, et notre leader aura son mot à dire. Il fait partie de ceux qui ambitionnent conquérir le pouvoir pour le compte du PDCI. Cela a toujours été son rêve » confie l'un de ses proches. Mais Bertin Kouadio Konan accepterait-il le choix de son parti ? Ses proches et le concerné se refusent de tout commentaire sur la question. « C'est trop tôt d'en parler, évitons la polémique et travaillons à ce que le PDCI soit au pouvoir en 2020 » ajoute KKB. ■

Guillaume Soro : Le début d'un exil ?

L'ex Président du Parlement ivoirien, en disgrâce auprès du pouvoir d'Abidjan, semble ne pas être au bout de ses peines. Après l'annulation de son visa pour les États-Unis d'Amérique, où, selon certaines sources, il serait « blacklisté », Guillaume Soro a révélé être dans l'attente depuis bientôt un mois d'un passeport ordinaire afin d'effectuer ses déplacements. Il

accuse Abidjan de lui chercher des noises et ne manque aucune occasion pour tancer l'administration Ouattara. Certains de ses proches craignent que la situation ne s'enlise et que sa dernière demande ne trouve pas d'écho favorable. « Le pire est à craindre. Guillaume Soro compte rentrer au pays avant la fin de l'année. Si l'ambassade refuse de lui établir un passeport, et cela peut arriver,

ce sera vraiment dommage », explique l'un d'entre eux. Selon ce dernier, Abidjan manœuvre afin de faire en sorte « qu'il soit contraint à l'exil ». Le principal concerné, candidat à l'élection présidentielle de 2020, n'envie pas cette éventualité. « Avoir un visa, ce n'est pas une faveur. C'est un droit pour tout Ivoirien », clame-t-il. S'il prépare ardemment son retour en Côte

d'Ivoire et le lancement de son parti politique « Générations et peuples solidaires (GPS) », il compte également échanger avec les différents partis et mouvements de soutien à sa candidature afin constituer un bloc soudé au sein de sa formation politique. Le lancement, prévu dans un premier temps pour novembre, pourrait finalement connaître un décalage. ■

ANGE STÉPHANIE DJANGONE

Journal d'Abidjan L'hebdo

Tous les jeudis

7^{er} HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GROUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

AUTOMOBILE : TRACTAFRIC MOTORS FRACTIONNE SES ACTIONS

Tractafric Motors Côte d'Ivoire, concessionnaire des marques BMW, Mini, Hyundai, Ford et Mazda et spécialisée dans la vente de véhicules automobiles neufs, procédera au fractionnement de ses actions cotées à la Bourse BRVM le 25 octobre 2019.

MARIE BRIGITTE KOMONDI



Trafic Motors- Côte d'Ivoire roule au vert.

L'opération de fractionnement des actions de Tractafric Motors Côte d'Ivoire (TMCI) avait été approuvée par l'Assemblée générale mixte des actionnaires en juin 2019. Au terme de l'exercice 2018, TMCI avait réalisé un bénéfice après impôts de 2,013 milliards de francs CFA, contre 683 millions en 2017, soit une forte progression de 194,72%. La société a versé à ses actionnaires, au titre de ce même exercice 2018, un dividende net global de 1,539 milliard de FCFA, correspondant à un dividende net par action de 9 623 francs.

Diviser pour multiplier
Le rapport de fractionnement sera de 64 actions nouvelles pour une action ancienne. Chaque actionnaire verra donc le nombre de ses actions multiplié par 64. La valeur nominale par action passera de 8 000 à 125 FCFA et le nombre d'actions composant le capital passera de 160 000

Valeur nominale : 125 francs CFA.

Nouveau nombre d'actions : 10 240 000.

à 10 240 000. En dehors des obligations réglementaires, suite à la décision N°2015-005 des autorités de la BRVM, qui fixe le

volume minimum des titres composant le flottant des sociétés cotées, la technique du fractionnement d'actions permet de rendre plus liquide le titre coté en bourse. À l'issue de la séance de cotation du vendredi 11 octobre 2019, le cours de l'action TMCI se situait à 123 000 francs CFA. Après ce fractionnement, les investisseurs pourront l'acquérir à un cours moins onéreux. Présent à Abidjan et à San Pédro, TMCI s'était plaint il y a trois ans du fait que le marché de l'automobile était impacté par l'importation en Côte d'Ivoire de véhicules vendus à ciel ouvert sans garantie. Les activités de la société connaissent à cette période une baisse. Les résultats d'exploitation en 2016, par exemple, étaient en baisse de 22,2%, à 1,889 milliard de FCFA, contre 2,429 milliards en 2015). En conséquence, le résultat net avait reculé de 24,8%, à 1,209 milliard, contre 2,148 milliards sur la même période. Une plainte amplifiée par d'autres acteurs du secteur et qui avait trouvé un écho favorable auprès de l'admini-

stration ivoirienne qui, en mars 2018, a adopté une loi interdisant l'importation de véhicules âgés de plus de dix ans en Côte d'Ivoire. ■

EN BREF

WORLD BUSINESS SUMMIT 2019 : PLUS DE 300 DIRIGEANTS MONDIAUX À ABIDJAN LE 31 OCTOBRE 2019

Abidjan accueille le 31 Octobre 2019 l'édition 2019 du World Business Summit, une rencontre dédiée au networking d'affaires et au lobbying, à laquelle sont attendus plus de 300 dirigeants et personnalités politiques. Cette édition de World Business Summit qui a pour thème « Entretien le futur de l'économie et de la globalisation » verra la participation de plusieurs speakers de rang mondial et plusieurs dirigeants locaux parmi lesquels Jacob Frenkel, président de JP Morgan Chase International et ancien Gouverneur de la Banque d'Israël. Daniel Monehin, l'un des plus grands leaders mondiaux de la Fintech ayant notamment servi à MasterCard et à HP, est également annoncé à ces assises, de même que Eric Ouattara, vice-président du Club des dirigeants de banques et d'institution de crédit d'Afrique et directeur général de la FDH Malawi. Nabou Fall, figure africaine incontournable de la communication et du digital, sera aussi présent, ainsi que Mike Coffi (Patron d'Eco-bank Asset Management Côte d'Ivoire), Isaac Gnamba-Yao, directeur général de la Poste de Côte d'Ivoire et plus d'une dizaine de dirigeants qui interviendront en qualité de speakers. ■

ECO Démarrage avec un taux de change fixe ?

Sur les 15 pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), seuls 8 remplissent les critères de convergence fixés par les États membres. Il s'agit des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), selon le ministre béninois des Finances, Romuald Wadagni, par ailleurs Président du Conseil des

ministres de l'UEMOA. Selon lui, ce sont ces huit pays qui veulent « prendre l'initiative » sur les réformes de la Zone franc. « Nous sommes engagés depuis plusieurs années sur un programme de monnaie unique au sein de la CEDEAO. Les pays de l'UEMOA, agissant en bloc, se sont dits prêts à basculer dans la monnaie unique en 2020 », explique M. Wadagni. L'ECO

évoluera ainsi dans un premier temps sur la base d'un régime de change fixe. C'est-à-dire que les variations de taux de change seront identiques à celles actuelles. Selon certains ministres de la Zone UEMOA, cette approche graduelle ne remettra pas en cause les caractéristiques de l'ECO, basées sur un régime de change flexible. C'est en attendant que les sept autres pays de

l'espace CEDEAO soient tous prêts. La future monnaie unique de la CEDEAO sera gérée par une banque centrale fédérale, comme c'est le cas pour l'actuel franc CFA. L'ECO sera donc provisoirement indexé sur l'Euro en attendant cette convergence. « Mais l'ECO sera ensuite une monnaie flexible, ainsi que l'ont défini les chefs d'État de la CEDEAO », assure Romuald Wadagni. ■

M.B

Honman Kra et Nadège Bahina : Le duo de l'esthétique professionnelle

Honman Kra et Nadège Bahina, deux jeunes ivoiriennes résidant au Canada depuis quelques années, exercent leurs activités dans le domaine de l'esthétique professionnelle et rêvent de partager leur expérience dans leur pays.

MARIE BRIGITTE KOMONDI

Elles envisagent apporter une touche nouvelle à l'esthétique en Côte d'Ivoire, après cinq bonnes années d'apprentissage à Montréal, au Canada. Formées dans de grandes écoles canadiennes, ces jeunes filles ont depuis quelques années à cœur de partager leur expérience et d'aider d'autres jeunes africaines à entreprendre dans ce métier noble et très rentable. Elles y croient dur comme fer. Entre Montréal et Abidjan, elles veulent construire un pont de formation et d'aide à l'emploi.

Partage d'expériences Premier pas pour un retour définitif au pays natal, la formation pratique qu'elles envisagent de donner à Abidjan du 21 au 22 octobre 2019. Leur domaine d'expertise est la pose d'extension de cils. « Nous comptons de nombreuses années d'expérience et plusieurs mil-

liers de clientes satisfaites à ce jour par notre expertise. Nous sommes toutes deux Ivoiriennes et nous désirons partager notre expertise avec nos sœurs », expliquent-elles enthousiasmées. Installées à Montréal depuis 2014, et ayant fondé l'entreprise Kra Fancy Lashes, leur quotidien est dominé par des formations en extension de cils et pose de cils professionnels. À la tête d'une équipe de six employés à plein temps plein et quatre sur appel (saisonniers), pour les périodes de forte demande, elles sont convaincues de pouvoir apporter un plus en Côte d'Ivoire. Amies d'enfance, la trentaine montante, elles veulent permettre à d'autres Ivoiriennes de décrocher un diplôme reconnu internationalement, ce qui leur permettra d'être autonomes et d'avoir une situation finan-



Honman Kra et Nadège Bahina, une amitié au service de l'Esthétique.

cière stable. Une certaine de personnes sont déjà inscrites pour cette première formation et celles qui la suivront seront ensuite en mesure d'effectuer des poses d'extension de cils professionnels sécurisées à leurs clientes. Ces aspects sont mis en exergue parce

que certaines esthéticiennes ivoiriennes n'ont pas bénéficié de formations qualifiées. L'équipe de Kra Fancy Lashes va partager ses rêves, expériences et espérances. « Nous exhortons la jeunesse à s'intéresser à ce métier, très prometteur et très rentable ». ■

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE
Le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

12 FONCTIONNAIRES : FAUT-IL REPENSER LE « SOCIAL » ?

La lutte pour l'amélioration des conditions de vie des fonctionnaires continue d'être une préoccupation majeure, même si le gouvernement a déjà fait d'énormes efforts.

RAPHAËL TANOH



Théodore Zady Gnagna reste encore optimiste pour l'avenir des enseignants.

L'heure du bilan ? Sans doute pas. Celle de l'état des lieux peut-être, à en croire Théodore Gnagna Zady, Président de la Plateforme nationale des professionnels du secteur public. Qu'ont apporté les dernières années de lutte et de revendication aux fonctionnaires de Côte d'Ivoire ?

De la revalorisation salariale de 2014 à la bonification des pensions de retraite de 50 à 60% en 2017, en passant par l'intégration des agents journaliers de la fonction publique et le paiement des stocks d'arriérés, les conditions de vie de travailleurs ont connu une nette amélioration. Rien

qu'avec le stock des arriérés, environ 30 000 fonctionnaires ont bénéficié de 500 000 à 20 millions de Francs CFA, pour plus de 21 milliards au total, selon M. Gnagna. Des efforts du gouver-

« Des localités censées accueillir les fonctionnaires n'ont pas le minimum en termes d'infrastructures... »

nement qu'il salue. L'autre bataille qui reste à mener est au niveau des conditions de travail. « La Côte d'Ivoire a été déchirée par des décennies de crise. Les Ivoiriens se sont malheureusement désintéressés à un moment de certains aspects pour faire de la politique. La conséquence, c'est

que des localités censées accueillir des fonctionnaires n'ont pas le minimum en termes d'infrastructures », explique Théodore Gnagna Zady. Une vision partagée par Ekoun Kouassi, Secrétaire général du Syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire (Snesci). « Avec la politique des collèges de proximité, il y a des enseignants du secondaire sans logement. Les conditions de travail sont pénibles parce que l'établissement, en dehors de la craie, n'offre rien. C'est le directeur qui doit faire des pieds et des mains pour que l'école fonctionne », explique-t-il. Sous-préfets, agents de santé, instituteurs, le problème est transversal. Au ministère de la Fonction publique, un proche collaborateur du ministre Issa Coulibaly explique ses actions limitées. « Le ministère se contente d'affecter les fonctionnaires dans les différentes Directions des ressources humaines (DRH). Charge à elles de les muter là où le besoin se fait sentir ». Dans les différents départements, le problème est perçu différemment. Aux Eaux et forêts, par exemple,

on estime que ce n'est une priorité ni pour les travailleurs, ni pour les employeurs. « Ces cas n'arrivent en général qu'au nouveaux fonctionnaires. Et tant que vous n'avez pas votre matricule, vous n'êtes pas considéré comme fonctionnaire » explique un haut cadre de ce département. ■

EN BREF

EXAMEN SCOLAIRE 2020 : LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES JUSQU'EN DÉCEMBRE

Les inscriptions aux examens scolaires de la session 2020, ouvertes depuis le lundi 14 octobre vont se poursuivre jusqu'au vendredi 13 décembre 2019, délai de rigueur. Une information rendue publique le mardi 15 octobre par le ministère de l'éducation nationale. Les prétendants à la candidature libre se préinscrivent directement sur le site web de la direction des examens et concours (DECO) puis déposent leurs dossiers physiques, pour validation dans les directions régionales et départementales de l'éducation nationale. Les prétendants à la candidature libre en situation de handicap doivent, en outre, impérativement se faire enregistrer dans les structures spécialisées, selon la directrice de la DECO, Mariam Nimaga-Dosso. Elle conclut en invitant les administrateurs scolaires et les parents de candidats, particulièrement au CEPE, à prendre les dispositions nécessaires pour permettre l'exécution de la procédure d'inscription dans les délais. ■

MOBILITÉ URBAINE : AMÉDÉ KOUAKOU LANCE UN MASTÈRE PROFESSIONNEL TRANSPORT ET AMÉNAGEMENT URBAIN

Le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Amedé Kouakou a procédé, mardi 15 octobre, au lancement du Mastère professionnel transport et aménagement urbain pour assurer la mobilité, à Abidjan et dans les grandes agglomérations de la sous-région. Ce programme mis en place au sein l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny (INPHB), en partenariat avec l'École nationale des ponts et chaussées de Paris, s'inscrit dans la mise en œuvre du projet d'intégration Port-ville du grand Abidjan (PACOGA), initié par le gouvernement ivoirien et la Banque mondiale pour la planification urbaine, du service et de la gouvernance d'un coût global de 217 milliards de francs CFA. Amedé Kouakou a souligné que cette formation est une première en Côte d'Ivoire et vise à répondre aux attentes en matière d'aménagement et de réalisation de projets urbains en étroite collaboration avec le milieu professionnel. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

DALOA : L'ANAGED VEUT RELANCER LE PROJET DES DÉCHETS SOLIDES POUR LES EX-MIGRANTS

L'Agence nationale de gestion des déchets (ANAGED) a organisé le mardi 15 octobre, un atelier pour la relance des activités du projet de professionnalisation de la filière des déchets solides et ménagers (PPFD) pour donner des chances d'emplois aux ex-migrants de retour dans la ville de Daloa (région du Haut-Sassandra). Selon le coordinateur du projet de professionnalisation des déchets solides et ménagers, Adolphe Gueigo, le projet vise à redynamiser la pré-collecte des ordures à Daloa par la création de nouvelles structures avec l'intégration de plusieurs jeunes et des migrants de retour dans leur zone d'accueil. Au menu de cet atelier, la présentation des métiers liés à la gestion des déchets, la problématique des dépôts sauvages et l'organisation de la pré-collecte, l'économie circulaire appliquée à la gestion des déchets, la formalisation du cadre de travail des pré-collecteurs d'ordures, la mise en place d'un bureau de la fédération des pré-collecteurs et une visite terrain. ■

13 GUINÉE : VERS UNE ESCALADE ?

En Guinée, le Front national pour la défense de la constitution (FNDC) a appelé à manifester contre le projet de nouvelle Constitution. Malgré les victimes enregistrées (8 morts et de nombreux blessés selon certaines sources, 2 morts selon le gouvernement), les manifestations entamées le 14 octobre se sont poursuivies le 15 dans plusieurs localités du pays.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le Président Alpha Condé reste sous la pression de l'opposition.

Ceux qui ont répondu à l'appel du principal opposant guinéen, Cellou Dalein Diallo, en sont convaincus, derrière la volonté du Président Alpha Condé de relire la Constitution à un an de la fin de son deuxième et dernier mandat constitutionnel, se cache une envie de troisième mandat. Même s'il ne s'est pas encore officiellement prononcé sur la question, il est soupçonné de « tout faire » pour se maintenir au pouvoir. Déterminé à poursuivre « les manifestations jusqu'à satisfaction des revendications légitimes », le chef

de file de l'opposition a appelé les manifestants à maintenir la pression, parlant de « blessés par balles ». Les autorités, qui ont appelé au calme, ont promis que l'ordre serait maintenu. Le Président, qui a instruit à son Premier ministre d'étendre le dialogue national à l'opposition, a promis de se prononcer sur la question après réception du rapport de ce dialogue. Un appel au calme perçu par Sidya Touré, autre leader de l'opposition, comme une ruse des autorités afin de désamorcer la crise et de poursuivre leur entreprise en toute

tranquillité. S'il devait y avoir dialogue, selon lui, ce serait à condition que toutes les personnes arrêtées soient libérées.

Inquiétudes Observées de près par ses voisins, les manifestations en Guinée inquiètent et suscitent l'indignation des organisations de défense des droits humains. La Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO) se dit « vivement préoccupée par la dégradation de la situation politique en Guinée » dans un communiqué publié le 15 octobre. Qualifiant de « coup d'État constitutionnel » le projet de révision constitutionnelle, elle invite le président guinéen à renoncer à « tout projet révisionniste et de tripatouillage de la Constitution visant à conserver le pouvoir de manière anticonstitutionnelle ». L'organisation met en garde les autorités contre tout usage abusif de la force contre les manifestants et invite l'État à garantir les libertés d'expression et de manifestation. La RADDHO souhaite enfin l'implication de la CEDEAO, de l'Union Africaine et des Nations Unies pour « éviter une dégradation de la paix civile en Guinée ». ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

FRANCE : LE VOILE REFAIT DÉBAT

En France, le débat sur le voile refait surface après l'interpellation d'une mère de famille voilée par Julien Odoul, du Rassemblement National (RN).

S'exprimant le 15 octobre, 4 jours après les faits, la dame a affirmé avoir « une opinion négative de ce qu'on appelle la République ». Le ministre de l'Éducation avait en effet déclaré : « le voile n'est pas souhaitable dans notre société. Ce n'est pas quelque chose à encourager. Ce que ça dit de la condition féminine n'est pas conforme à nos valeurs ».

Cet incident pose des questions sur l'interprétation de la législation. Alors que le voile est autorisé à l'université, « le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics » est interdit. Cela ne concerne pas « les parents d'élèves lorsqu'ils accompagnent leurs enfants (...) et n'exercent pas une mission de service public (...) ».

Autorisé dans l'espace public, sauf s'il dissimule le visage, le voile est interdit au travail pour les agents du service public. ■

Offensive turque : Les USA négocient un cessez le feu

Le Président Turc Recep Tayyip Erdogan et le Vice-président américain doivent se rencontrer le 17 octobre afin d'obtenir un cessez le feu dans le nord de la Syrie, après l'offensive turque sur la région lancée le 9 octobre. Le président turc entend mener à bout son objectif de chasser « l'organisation terroriste ». C'est une forte délégation américaine qui s'apprête à rencontrer le président turc ce jeudi. Le Vice-président sera accompagné du chef de la diplomatie, du conseiller à la Sécurité nationale et de l'émissaire américain pour la Syrie. Les autorités turques restent pour le moment insensibles aux menaces américaines de sanctions et

peu inquiètes de l'incursion de la Syrie dans la ville de Minbej. D'autant que celle-ci sera vidée de ses combattants kurdes et aussi parce « c'est leur territoire », affirment-elles. La France, le Royaume Uni, le Danemark, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suède échangent sur l'éventualité de la mise en place d'un tribunal international pour juger les jihadistes étrangers en Irak. Une question cruciale, qui se pose au moment où plusieurs milliers de combattants du groupe État Islamique, dont environ 3 000 étrangers détenus dans des prisons sous contrôle kurde et environ 12 000 autres dans les camps de déplacés du Nord-est de la Syrie. ■

BASKETBALL: AFRICA LEAGUE, LA COMPÉTITION AFRICAINE

La Coupe d'Afrique des clubs champions de basketball, qui a changé d'appellation l'année dernière pour devenir Afro League, s'appelle désormais Africa Champions club, avec pour objectif de migrer vers la Basketball Africa League.

ANTHONY NIAMKE



Avec la Basketball Africa League, le basket en Afrique devrait connaître de meilleurs lendemains.

Le basketball africain poursuit ses réformes en vue d'offrir le meilleur aux différents clubs du continent. La Coupe d'Afrique des clubs champions de Basketball qui a été rebaptisée Afro League, dont la dernière compétition s'est tenue du 8 février au 5 mai 2019, avec pour vainqueur le club angolais du Primeiro de Agosto, s'appelle désormais Africa Champions club. Un pont qui devra permettre à tous les clubs africains de la discipline de faire la transition vers

la Basketball Africa League, autrement dit la Ligue africaine de basketball. Un projet désormais cher à la Confédération africaine de basket (Fiba Afrique), qui compte révolutionner ce sport sur le continent.

Révolution « Il s'agit d'un nouveau format de compétition que nous allons organiser en partenariat avec la NBA. Cette ligue va se dérouler en deux phases. Les préliminaires, avec 32 équipes (d'octobre à décembre

2019), et la phase finale, avec 12 équipes, qui va durer de mars à juin 2020 », explique le responsable des compétitions à Fiba Afrique, Julien Farran. Cette compétition, selon lui, ne concernera que les clubs champions dans leur pays, qui devront être bien structurés et très organisés pour y participer. Déjà, pour cette édition, six clubs provenant de six pays sont qualifiés. Il s'agit de la Tunisie, du Nigéria, de l'Égypte, de l'Angola, du Maroc et du Sénégal. Et l'Abidjan Basketball club (ABC), seul club représentant la Côte d'Ivoire, fait partie des 32 autres prétendants, qui devront passer par la phase des préliminaires pour obtenir leur qualification et poursuivre l'aventure au cœur de cette compétition, qui promet relever le niveau des équipes africaines.

Avantage Pour le nouveau président de Fiba Afrique, Anibal Manave, ce nouveau format va permettre à de gros équipementiers américains, comme Nike et Jordan Brand, d'équiper (maillots, shorts, T-shirts, chaussures, etc.) toutes les équipes engagées dans le tournoi. « C'est une étape importante du basketball africain. Elle va permettre à la NBA et à Fiba d'investir financièrement dans le développement de l'écosystème du basket africain, notamment dans le développement des infrastructures, les méthodes d'entraînement, le coaching et l'arbitrage », confie-t-il. ■

CHAN 2020 : Les Éléphants locaux au labo



Les Éléphants locaux n'ont pas droit à l'erreur s'ils veulent être du voyage au Cameroun en 2020

Les Éléphants locaux vont disputer ce 20 octobre 2019 au stade Félix Houphouët-Boigny leur match retour du dernier tour éliminatoire du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) 2020, face au Niger. Battus à l'aller sur le score de 2 buts à 0, les Ivoiriens n'ont plus droit à l'erreur. Pour cette rencontre capitale, l'entraîneur ivoirien Maxime Gouaméné et son commando sont depuis quelques jours au labo pour la préparation de la sélection. Une équipe essentiellement com-

posée de joueurs ayant participé récemment, au Sénégal, au tournoi UFOA des Nations. Les imperfections enregistrées au match aller, notamment au niveau de la défense, devront être corrigées. Nommé à la tête de la sélection locale ivoirienne depuis deux mois, Maxime Gouaméné entend atteindre son premier objectif, qualifier les Éléphants locaux pour la 6ème édition du CHAN, qui va se jouer en terre camerounaise. La 5ème participation pour les Ivoiriens. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

Le trophée de la Coupe nationale féminine de Côte d'Ivoire, saison 2018 - 2019, a été remporté par l'équipe de la **Juventus de Yopougon**, qui a battu le club des Onze de Gagnoa sur le score de 3 buts à 0 au cours de la finale de la Coupe nationale, disputée le dimanche 13 octobre 2019.

L'ancien enfant terrible du football anglais, **Paul Gascoigne**, fait l'objet de poursuites depuis le lundi 14 octobre par la justice anglaise, pour avoir « embrassé de force » une femme sur les lèvres dans un train, alors qu'il était en état d'ébriété, laissant la victime présumée en état de choc. Les faits remontent au 20 août 2018.

MANNEQUINAT : DES AWARDS POUR LES MEILLEURS SUR LES « T »

Les Awards du mannequinat africain veulent être une plateforme de célébration et de récompense des acteurs de ce secteur culturel, qui fait du beau et de l'élégance ses chevaux de bataille. L'édition 2019 de cet événement se tiendra ce samedi 19 octobre à Abidjan, en présence de la Second Lady du Ghana, Samira Bawumia, et de la ministre ivoirienne de l'Éducation nationale, Kandia Camara.

ANTHONY NIAMKE



Les mannequins africains sont de plus en plus sollicités dans le monde entier.

Les meilleurs mannequins du continent africain et de la diaspora seront à l'honneur ce samedi 19 octobre, lors des Awards du mannequinat édition 2019, qui seront rehaussés par la présence de deux marraines, la Second Lady du Ghana, Samira Bawumia, épouse du Vice-président ghanéen, et la ministre ivoirienne de l'Éducation nationale, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Kandia Camara. Une 9ème édition que l'organisation compte rendre inoubliable en offrant au public du chic et du

glamour. « Chez la femme, le 9ème mois est symbolique, tout comme cette 9ème édition. Pour célébrer les rois et les reines des podiums, nous avons choisi le Palais des congrès du Sofitel hôtel Ivoire, qui nous offre le confort, les commodités et une bonne capacité d'accueil pour cette grande fête », indique l'organisatrice principale, le mannequin Fatim Sidimé, fondatrice du premier réseau d'agences de mannequins en Côte d'Ivoire.

Célébration Plusieurs distinctions seront

INFO PEOPLE

KANYE WEST CONVERTI AU CHRISTIANISME

Le chanteur américain Kanye West a organisé le week-end dernier, une nouvelle écoute de son prochain album « Jesus is King », et a par la même occasion annoncé qu'il s'était converti au christianisme. Le rappeur a mis les choses au point face au public. « Je ne suis pas là pour l'amusement cet après-midi. Nous sommes là pour prêcher le Gospel », a commenté l'artiste de 42 ans. Il s'est même excusé par avance s'il prononçait mal certaines choses. « Je me suis converti récemment. Cela veut dire que j'ai été sauvé au cours de l'année », a-t-il ajouté. Le chanteur organise des messes dominicales depuis le début de l'année mais c'est la première fois qu'il confirme sa conversion.



INFO PEOPLE

STROMAE VEUT PORTER PLAINTE POUR L'UTILISATION DE « PAPAOUTAI »

Dans l'ombre depuis presque quatre ans, Stromae se fait rare dans les studios d'enregistrement et sur les plateaux de télé. Cependant, s'il a donné signe de vie il y a quelques jours, c'est parce que le chanteur n'apprécie pas le fait que lors d'une manifestation anti PMA (Procréation médicalement assistée), le célèbre refrain de sa chanson « Papaoutai » ait été illégalement utilisé. Selon l'attaché de presse du chanteur belge, Stromae est contre l'utilisation et le détournement de la chanson et de son message. À travers ce texte, il se confiait à son public, notamment sur l'absence de son père, tué dans des circonstances tragiques lors du génocide rwandais. Pour cela, Stromae compte porter plainte contre les organisateurs de cette manifestation.



décernées dans diverses catégories de générations, notamment les Seniors, les Majors, les Juniors et les Cadets. Selon Fatim Sidimé, cette soirée verra la récompense des plus beaux visages, des plus beaux corps, des mannequins les plus entreprenants, des mannequins les plus influents et enfin des meilleurs « Cat walkers » (les mannequins qui ont la plus belle démarche sur le podium). Comme innovation, cette soirée verra l'instauration du « Grand prix I.M. des Awards du mannequinat africain », doté d'une enveloppe de 1 million de francs CFA. « Ce Grand prix va accompagner le meilleur projet existant d'un top model dans le mannequinat. I.M. sont les initiales de mon mentor, qui soutient cette initiative depuis sa création », nous confie-t-elle. Ensuite suivra la remise du Prix de la diaspora, qui célébrera le mannequin le plus en vue des 11 pays invités, à savoir le Sénégal, le Burkina Faso, le Nigéria, le Ghana, le Togo, le Mali, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Botswana, la France et l'Allemagne. Des prix spéciaux seront également décernés à des personnalités qui œuvrent pour le rayonnement du mannequinat africain, comme la ministre Kandia Camara, qui a toujours souhaité la création d'une école de mannequinat en Côte d'Ivoire, un secteur selon elle pourvoyeur d'emplois. ■

Journal d'Abidjan
L'hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécretaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : Jean-C ALLEGRA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA - Gisèle MAYIKANE

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

MTN Business

Sécurisez votre business

Faites ré-identifier vos équipes



L'opération d'identification et de ré-identification des abonnés s'achève dans quelques jours !

Vous êtes une entreprise ? Vous êtes Clients MTN Business ? Vous désirez faire identifier votre flotte d'entreprise ?

N'attendez plus ! Faites-vous identifier avant le 31 mars 2018 dans n'importe quel point d'identification, sinon vous risquez de perdre vos numéros.

Pour conserver vos numéros, nous vous prions de contacter votre gestionnaire, un commercial ou de bien vouloir prendre un RDV via le lien www.identificationentreprise.ci ; une équipe se déplacera vers vous afin de procéder à votre identification.

Notez bien ! L'identification est gratuite et obligatoire selon le décret 2017 - 193 du 22 mars 2017.

Pour toute information complémentaire, contactez le service client.

everywhere you go

Contactez-nous au 21 00 00 00

